

Un référendum déguisé en élection présidentielle

Reportage Ariane Lavrilleux
Correspondante au Caire

Il est le meilleur", clame sobrement une banderole à l'effigie de Sissi, déroulée sur cinq étages d'un immeuble de la place Tahrir. Ce carrefour central, occupé il y a sept ans par des milliers de révolutionnaires, est couvert de panneaux incitant à reconduire le président sortant pour quatre années supplémentaires. Un écran diffuse en boucle des discours du chef de l'Etat et des images d'exercices militaires. "Quelle blague! Ils nous prennent vraiment pour des débilés", lâche ce chauffeur de taxi en tournant dans une grande artère bordée de photos du visage souriant d'al Sissi.

Les élections présidentielles vont s'étaler du 26 au 28 mars. Trois jours pleins pour tenter d'attirer 55 millions d'électeurs dans les bureaux de vote. "Un défi", commente Anouar al Sadate, neveu de l'ancien président du même nom et candidat à l'élection présidentielle avant de se retirer "à la suite des pressions contre des membres de sa campagne". Les autorités espèrent parvenir à mobiliser au moins la moitié du corps électoral, comme lors des précédentes élections présidentielles de 2014. Un pari optimiste compte tenu de l'absence d'enjeu. "On a le choix entre Sissi et Sissi 2", plaisante Shaïma, employée dans un hôtel du centre-ville, qui ne votera pas.

Avant de se déclarer in extremis le dernier jour du dépôt des candidatures, Moussa Mostafa organisait des réunions de soutien au président sortant. Ce candidat surprise et inconnu du grand public n'avait même pas pris la peine de changer sa photo de profil Facebook appelant à voter Sissi. Raillé sur les réseaux sociaux, il l'a retirée depuis et s'est efforcé d'organiser quelques conférences de presse et une marche suivie par une dizaine de personnes au Caire. Son programme flou promet notamment de poursuivre les grands projets im-

mobiliers lancés par Sissi.

"Voter est un devoir national!"

Quatorze ONG, dont Human Rights Watch, ont dénoncé "la farce" électorale organisée par le gouvernement égyptien qui a "arrêté les candidats potentiels et effectué des rafles chez leurs partisans". L'armée, dont est issu l'ex-maréchal Sissi, n'a pas toléré que deux anciens généraux et un colonel tentent de se présenter comme des candidats de l'opposition. Si le moins obstiné a renoncé sous la pression, les deux autres ont été arrêtés et emprisonnés.

Ce climat "général d'intimidation", selon les mots du haut-commissaire aux droits de l'homme de l'Onu, a poussé le dernier candidat de l'opposition, Khaled Ali, à lui aussi jeter l'éponge. Des accusations que rejette en bloc le porte-parole officiel de la campagne de Sissi, assurant que "la Constitution égyptienne garantit le pluralisme".

Pourtant, le Président lui-même reconnaît que ce scrutin a pris des allures de référendum au point qu'il déclare: "Mieux vaut que des gens votent 'non' mais que la participation soit élevée plutôt qu'un petit nombre se déplace pour voter 'oui'". Ce n'est pas au Parlement qu'il trouvera des voix pour le contredire. Elu en 2014, avec 96,9% des suffrages, l'ancien directeur des services de renseignement militaire de Moubarak est aujourd'hui soutenu par 546 députés sur 595. Le spectre s'étire des salafistes du parti al Nour jusqu'aux libéraux des Egyptiens libres.

Moins d'opposition qu'avec Moubarak

Cette unanimité n'est pas sans rappeler l'ère Moubarak. En 2005 des élections prétexte avaient servi à donner une apparence de légitimité à son règne, qui fleurissait avec le quart de siècle. L'autocrate avait rassemblé 88 % des voix face à une dizaine de candidats. L'ancien député Anouar al Sadate regrette néanmoins ces années

2000 *“où il y avait plus d'espace qu'aujourd'hui pour l'opposition et le débat, dans les médias et au Parlement”*. En 2016, ses critiques sur les atteintes aux droits de l'homme lui ont valu l'expulsion de l'Assemblée nationale.

A la différence d'Hosni Moubarak, Abdel Fattah al Sissi ne s'appuie pas sur un organe politique

unique comme l'hégémonique Parti national démocratique (PND), dissout en 2011. L'essentiel de la campagne de soutien au président sortant est mené par des coalitions de micropartis et d'hommes d'affaires, apparues il y a quelques mois sous les étiquettes de *“Pour l'Égypte”*, *“Pour que tu la construis”* ou encore *“Yalla Sissi”* (Allez, Sissi). *“Il y a l'illusion que l'absence d'un parti fort évite d'avoir une organisation structurée, une compétition interne et de potentiels rivaux au sein même du régime”*, analyse Marine Poirier, chercheuse au Centre d'études et de documentation économique, juridique et sociale du Caire (Cedej).

Simulacre de campagne électorale

Soucieux d'apparaître comme un homme choisi naturellement par le peuple, l'ex-maréchal Sissi a répété qu'il ne *“gaspillerait pas d'argent public dans la campagne électorale”*. Il n'a tenu aucun meeting. A charge pour ses soutiens d'organiser des événements de soutien et quelques réunions publiques. Dans plusieurs quartiers du Caire, des habitants racontent néanmoins avoir vu la police mettre à contribution ses camionnettes pour diriger des petits groupes de supporters vers des rassemblements éphémères.

Des députés, juges et commerçants financent eux-mêmes les banderoles qu'ils accrochent devant leur vitrine. *“Cela permet de soigner leurs futures relations avec les autorités, qui ont la possibilité de décider la fermeture d'un café par exemple”*, analyse un spécialiste de la vie politique égyptienne qui souhaite rester anonyme.

Au siège cairote de la coalition *“Pour que tu la construis”*, fondée par six hommes d'affaires, deux immenses photos d'al Sissi sont accrochées en face de trois chaises vides. Derrière un bureau nu, Mohammed Taher se charge *“volontairement”* de cette permanence financée par son patron et député Mohammed Shaaban. Ce jeune comptable assure qu'il aurait *“préféré une élection avec plus de candidats variés, mais ils se sont disqualifiés ou retirés eux-mêmes”*.

Appel au boycott

Cette absence d'alternatives ne gêne pas Chenouda, habitant d'un bidonville du Caire: *“Au moins Sissi, on le connaît! On l'a vu pendant quatre ans et on sait qu'il a lancé beaucoup de projets comme la nouvelle capitale administrative. Il doit continuer.”*

Une vision que ne partagent pas 150 figures et sept partis de l'opposition, qui ont appelé à boycotter le scrutin. Hamdeen Sabbahi, ex-candidat de gauche qui n'avait récolté que 3,9% des voix en 2014, dénonce *“des élections confisquées, falsifiant la volonté du peuple égyptien”*. Cet *“appel à rester à la maison”* n'est rien de moins qu'une *“incitation à renverser le régime”*, selon le procureur général, Nabid Sadiq, qui a menacé de poursuites ses instigateurs.

L'ancien député de l'opposition Anouar al Sadate n'a pas osé se joindre au boycott et incite plutôt à glisser un bulletin rayé dans l'urne. Une option que rejette Carollus, jeune copte révolutionnaire. *“Même si mon vote est nul, le régime va le compter comme un signe de participation. Je ne veux pas leur donner cette chance.”* Opposants et soutiens du Président s'accordent au moins sur un point: le véritable indicateur de la popularité du Président se reflétera dans le taux de participation.

Attentat à Alexandrie

Une explosion tue deux policiers

Deux policiers ont été tués samedi dans l'explosion d'une voiture piégée à Alexandrie, dans le nord de l'Égypte, au passage d'un convoi transportant le directeur de la sécurité de la ville, à deux jours de l'élection présidentielle. Le premier policier est mort sur le coup. Une jeune recrue au sein de la police est par la suite décédée de ses blessures, a annoncé une source à la direction de la sécurité d'Alexandrie. Blessées, cinq personnes ont été transportées à l'hôpital militaire de la ville, a ajouté la même source. Le directeur de la sécurité d'Alexandrie, le général Mostafa el-Nemr, est en revanche indemne, ont indiqué ses services, cités par le journal d'Etat Al-Ahram. Il s'est d'ailleurs rendu sur place peu après l'attentat, selon des images diffusées par la télévision égyptienne. Cette explosion s'est produite près d'un commissariat, dans un quartier résidentiel et une rue peu fréquentée d'Alexandrie, deuxième ville du pays. Une source du journal Al-Ahram a évoqué *“une explosion terroriste qui a visé le convoi”*. La zone a immédiatement été bouclée par un important dispositif de sécurité et militaire, a constaté un correspondant de l'AFP. Des débris de voitures endommagées par l'explosion et des carcasses noircies jonchant la rue restent visibles, a-t-il précisé. L'attentat n'a pour le moment pas été revendiqué. (AFP)

- Le président sortant Abdel Fattah al Sissi est sûr d'être largement réélu.
- Mais le risque d'une abstention massive inquiète le pouvoir.
- Car la popularité du Président se reflétera dans le taux de participation.

Le scrutin

Qui vote? Quelque 60 millions d'électeurs, sur 96 millions d'habitants du pays le plus peuplé du monde arabe.

Quand? Le scrutin présidentiel s'étend sur trois jours, du lundi 26 au mercredi 28 mars, dans ce pays d'un million de kilomètres carrés. Une manière de maximiser le taux de participation.

Comment? Le président sortant Abdel Fattah al Sissi, 63 ans, sera opposé à Moussa Mostafa Moussa, 65 ans, méconnu du grand public mais connu pour être un fervent soutien du Président.